

Opinion



D.R.

Bernard de Burlin

Producteur raisonné et bio (*),
père de trois enfants

■ En Wallonie, les producteurs bio et régénératifs supportent un coût croissant tandis que le principe du pollueur-payeur reste lettre morte. Les pollueurs doivent assumer la dette écologique des sols.

On objectera que la transition est complexe, que les agriculteurs sont pris dans un système, que les filières, les banques, les coopératives imposent des cadres. C'est vrai. Mais la complexité ne saurait servir d'alibi permanent. Si les règles du jeu favorisent la dégradation plutôt que la préservation, alors ce sont les règles qu'il faut réécrire.

Alléger les contraintes administratives pour ceux qui respectent le sol. Inverser les aides publiques. Conditionner les soutiens aux pratiques régénératrices. Taxer les intrants les plus nocifs à hauteur de leur impact réel. Mettre la charge financière là où se trouve la charge écologique.

Car ce qui est en jeu dépasse la querelle des labels. Il s'agit de savoir ce que nous considérons comme normal. Est-il normal que la nourriture la moins chère soit celle qui coûte le plus cher à la terre et à terme à notre santé? Est-il normal que celui qui prend soin du vivant doive se justifier davantage que celui qui l'exploite?

Remettre la justice à l'endroit

La terre, elle, ne vote pas. Elle ne manifeste pas. Elle ne plaide pas. Elle se transforme, lentement. Elle s'érode, s'appauvrit,

se charge de résidus. Ou bien, si on lui en laisse la possibilité, elle se reconstruit, se régénère, retrouve sa porosité, sa respiration.

Nous sommes à la croisée de deux comptabilités: celle des bilans financiers et celle des cycles du vivant. La première calcule à court terme. La seconde mesure en générations. Tant que nous ferons payer les protecteurs et subventionnerons, directement ou indirectement, les dégradations, nous choisirons la première contre la seconde.

Il ne s'agit pas d'ériger des coupables individuels, mais de remettre la justice à l'endroit. Que la contrainte pèse sur ce qui détruit, et que la confiance accompagne ce qui répare. Que la responsabilité cesse d'être un slogan et devienne une ligne budgétaire.

Alors, avec ce souffle nouveau, nous pourrions repenser de Justice avec un grand J.

→ (*) Sélectionnant volontairement les agriculteurs qui font du régénératif et du responsable.

→ Titre et chapô sont de la rédaction. Titre original: "Remettre la justice à l'endroit pour nos producteurs, nos agriculteurs et nous tous!"

CHRONIQUE

Gare au lobby!

■ L'Europe a besoin d'une industrie forte, mais pas au prix du sacrifice de la nature.



CHRISTOPHE BORTELS

Étienne de Callatay
Économiste (*)

L'Europe a besoin d'une industrie forte, mais pas au prix de la nature. Le 11 février s'est tenu à Anvers un nouveau "Sommet de l'industrie européenne", réunissant capitaines d'industrie, lobbies et leaders politiques, avec un message catastrophiste porté haut et fort par notre Premier ministre, Bart De Wever: l'industrie européenne est en "crise", et il faut d'urgence la "sauver". Ce ne sont pas nos salaires qui sont pointés cette fois-ci comme responsables, mais le prix de l'énergie et les réglementations environnementales, en particulier la tarification du carbone. Que Bart De Wever soit victime d'un tropisme – une "réaction psychologique élémentaire peu exprimable" (Nathalie Sarraute) – se comprend aisément, vu son attachement à la cité de Brabo, mais il faut faire prévaloir faits, pondération et intérêt général. Prétendre que "la situation est dramatique. C'est une crise existentielle (La Libre, 12 février)" est tout à fait excessif.

Ce que disent les chiffres

Notre industrie est-elle en crise et sommes-nous ensevelis sous les importations de biens manufacturés produits hors d'Europe? Regardons ce que la fédération patronale européenne de la chimie, CEFIC, communique elle-même comme chiffres. Premier fait, l'Europe des 27 dégage un surplus, entre exportations et importations de biens manufacturés, de 544 milliards d'euros (chiffres de 2024). L'industrie chimie exhibe un impressionnant surplus de 47 milliards d'euros, et le secteur pharmaceutique, qui compte aussi en Belgique et est souvent associé à la chimie, affiche un surplus de 183 milliards d'euros.

S'il y a un problème "macro" de commerce international pour l'Europe, c'est d'être trop dépendant, non des importations, mais des exportations! Le patron de Solvay, Philippe Kehlen, marque les esprits quand il déclare que "les matières essentielles à l'Europe doivent être produites en Europe (L'Écho, 27 décembre 2025)", et il a évidemment raison, mais voyons que l'Europe, globalement, ne produit pas trop peu. Si, dans une quête d'autonomie et de robustesse, nous nous devons de produire davantage de certaines choses localement, il faut au moins tout autant admettre que nous devons en produire moins d'autres pour l'exportation. Cer-

tes, les fermetures de site et les reports d'investissement sont une réalité, mais à ce jour les données du CEFIC sont tout sauf affolantes. Si le poids relatif des importations a augmenté, le surplus commercial de la chimie européenne exprimé en milliards d'euros courants a augmenté au cours des 10 dernières années. Et si, aujourd'hui, de très grandes entreprises annoncent des investissements massifs aux États-Unis, n'est-ce pas pour une bonne part en raison des droits de douane agités par Donald Trump, des droits à dire vrai légitimés par l'excédent européen actuel?

Des loupés

Face au danger d'un excès d'importations profitant dans le pays d'origine de règles environnementales plus laxistes, l'Europe a un formidable outil environnemental à disposition, à affiner et à développer, à savoir les "taxes d'ajustement aux frontières" (mécanisme dit "CBAM"). Cela ne fait pas l'affaire de l'industrie chimique, qui veut continuer à exporter massivement hors d'Europe, ce qui illustre les divergences d'intérêt au sein du monde de l'industrie, mais c'est là la stratégie qui répond à la double nécessité d'autonomie stratégique et de transition environnementale.

Si notre industrie rencontre des difficultés, c'est pour de multiples raisons. Outre que nous avons développé une trop grande dépendance aux exportations, nous avons accepté de donner accès à notre technologie au travers de co-entreprises chinoises, nous n'avons pas assez investi en recherche, nous comptons trop peu d'étudiants à orientation scientifique ("STEM") et nous avons, de notre faute, loupé des évolutions technologiques majeures, qu'il s'agisse d'automobile électrique, de batterie ou de photovoltaïque. Ce ne sont ni la rareté des terres rares ni les taxes environnementales qui expliquent ces "loupés"!

Oui, l'Europe doit se soucier de son indépendance industrielle, mais instrumentaliser cette cause pour avancer un agenda d'énergie et de pollution bon marché est une erreur à la fois éthique et économique. Jamais nous ne gagnerons la course à l'énergie fossile abondante et bon marché.

→ (*) etienne.decallatay@orcadia.eu

→ Liens à retrouver sur www.lalibre.be